

Paris, le 12 septembre 2014

Jeudi 11 septembre 2014, une assemblée générale était organisée à l'appel d'une intersyndicale – réunissant les syndicats de la Société éditrice du Monde, du Monde interactif et de VM Magazines –, après l'annonce d'un projet de la direction du groupe de réunir les services administratifs et techniques dans une nouvelle entité.

Près de 200 salariés, inquiets, on pu y apprendre que malgré la promesse de la direction du maintien des rémunérations et de la protection sociale, il serait évident que ces personnels n'auraient plus les mêmes conventions collectives mais, c'est à craindre vu les discussion en cours chez Amaury, certainement l'une des pires qui existent en France, remettant en cause de fait tous les accords chèrement arrachés à la signature des éditeurs de presse depuis 70 ans. A l'issue une motion votée en AG a été remise en main propre à la direction demandant le retrait de ce projet.

Depuis toujours, les employés, les cadres, les ouvriers et les journalistes participent, à leur niveau, à l'élaboration des journaux d'information, collectivement. D'ailleurs, de nombreux journalistes de la rédaction sont issus de ces catégories.

Alors que «Le Monde» s'apprête à fêter son 70e anniversaire, dès le 19 septembre en invitant France Inter dans ses murs, puis le 20 et 21 septembre aux opéras Garnier et Bastille, la direction ne cesse d'allumer des feux de toutes parts : annonce de fermeture de l'imprimerie, plan de mobilité anxigène, suppression de 12 RTT à la rédaction, départ de titres du boulevard Blanqui, et, maintenant, filialisation des services administratifs et techniques.

Trop c'est trop ! Ce nouveau mauvais coup signerait la fin des entreprises de presse telles qu'elles existent. Si la direction arrivait à ses fins, il faudrait désormais envisager des sociétés de 200/300 salariés, tous journalistes et... Cadres de la direction (j'imagine qu'ils ne pensent pas se payer au niveau de la convention collective Syntec). Cela aurait forcément des conséquences sur le Comité d'entreprise, etc.

C'est pourquoi j'interpelle mon syndicat, Info'Com-CGT, la Filpac-CGT (tous les syndicats qui la composent) et le SNJ-CGT afin qu'une réponse à la hauteur de l'attaque soit arrêtée, rapidement. L'heure, l'époque n'est plus aux divergences, quelles qu'elles soient.

À ce jour aucune réponse de la direction n'est parvenue quant à la motion de rejet de ce projet, remise suite à l'assemblée générale.

Les employés, ouvriers et cadres du groupe Le Monde sont attachés à ce groupe qu'ils ont construit, parfois depuis une trentaine d'année et ne se laisserons pas dépouiller de leurs droits et de leur fierté. Défendons-les, défendons-nous !

Bruno Lantéri

Journaliste et délégué Info-Com-CGT